

ENQUÊTE

En France, entre 6 000 et 10 000 adolescents se font payer contre des prestations sexuelles. Ce phénomène, facilité par les réseaux sociaux, touche tous les milieux. Une proposition de loi a été déposée pour lutter contre ce fléau.

PROSTITUTION : LE PÉRIL JEUNES

UNE ENQUÊTE DE VIOLAINE DES COURIÈRES,
ILLUSTRÉE PAR MILES HYMAN POUR LA VIE



« **S**auve-moi. Viens me chercher, papa ! » Au téléphone, Maud, 15 ans, hurle. Entre deux sanglots, elle crie son désespoir. Il est 2 heures du matin. Elle est frigorifiée. Elle vient de se réveiller sur un banc, dans un square qu'elle ne connaît pas, droguée et alcoolisée. Christophe, son père, avait éteint son téléphone en cette nuit de décembre. Il ne découvre le message que le lendemain. En attendant, les pompiers sont intervenus. La jeune fille a été hospitalisée, mais sitôt sortie de l'hôpital elle a repris sa descente aux enfers. Voilà un an et demi qu'elle fréquente des réseaux de dealers et qu'elle se prostitue. Un an et demi qu'elle fugue de la maison, est retrouvée par la police, promet de ne plus recommencer... et replonge aussitôt. Un cercle dont elle est prisonnière depuis ses 14 ans. Le réseau de dealers de cocaïne dans lequel elle évolue actuellement est d'une telle violence que Christophe craint que Maud ne « finisse dans le coffre d'une voiture, une balle dans la tête ». Personne n'aurait pu imaginer pareil destin pour cette jeune fille, élevée dans une grande maison lilloise avec ses deux petits frères, scolarisée dans un établissement privé catholique depuis la maternelle. Avant de tomber dans la prostitution, Maud était connue pour être une adolescente brillante, polyglotte et cultivée. Christophe et Caroline, tous deux chefs d'entreprise, disent toujours avoir régulé leur carrière pour être au plus près de leurs enfants. À midi, Maud rentrait déjeuner. Le soir, tout le monde riait autour de parties de Monopoly. Durant leurs deux mois de vacances, « les enfants partaient partout, aux États-Unis, en Asie »... Ce qui s'est passé pour Maud semble incompréhensible. Et pourtant...

HARCÈLEMENT SEXUEL, VIOL ET RÉSEAU

En France, selon les pouvoirs publics, entre 6000 et 10000 mineurs se prostituent. « Ces jeunes-là viennent de partout, y compris des VII^e ou XVI^e arrondissements de Paris », martèle Armelle Le Bigot-Macaux, présidente de l'association Agir contre la prostitution des enfants (ACPE). Dans ses locaux, rue Mondétour à Paris (1^{er}), les parents d'enfants prostitués se réunissent tous les mois pour des groupes de parole. Ils sont issus de tous les milieux. Une réalité loin de la médiatisation du phénomène, la plupart du temps délimitée aux quartiers défavorisés. Dans les médias, tout le monde a en tête ce procès qui, en juillet dernier, à Paris, a jugé 12 proxénètes pour la prostitution de 16 jeunes filles de banlieue et le cri d'alerte dans



Le Parisien de Catherine Champrenault, procureure générale de la cour d'appel de Paris, qui l'avait précédé le 17 juin : « Les affaires de proxénétisme dans les cités se multiplient. » À la police, même discours : « Notre travail est de démanteler les réseaux de proxénètes, dont la grande majorité est installée dans les cités, indique Vianney Dyevre, le patron de la brigade de protection des mineurs à Paris. Nous n'intervenons que sur les affaires pénales, pas sur les conduites prostitutionnelles des adolescents. »

Pour cerner les contours du phénomène dans les beaux quartiers, il faut donc interroger les enseignants et les pédopsychiatres. Tous rapportent des cas de harcèlements sexuels, de viols et l'existence des réseaux de prostitution entre mineurs. Le dernier rapport de l'agence Santé publique France, publié le 23 octobre 2018, confirme que « 8 % des adolescentes âgées de 15 à 17 ans ont déjà été confrontées à des rapports sexuels forcés, ou tentatives de rapports forcés ». Des comportements qui s'ancrent dans la culture du porno. « Les films que regardent les adolescents aujourd'hui sont des viols avec violence », explique Xavier, intervenant dans les lycées pour une association chrétienne de lutte contre la prostitution (son identité reste secrète pour sauvegarder une relation de confiance avec les lycéens qu'il accompagne). « Dans les lycées, il y a le jeu des cinq paliers. On commence par toucher les seins et les fesses et on termine par la sodomie », poursuit Arthur Melon, le responsable plaidoyer de l'ACPE. « La plupart du temps, cela se passe dans des soirées qui partent en vrille, précise Edwige, une ancienne professeure d'histoire-géo d'un lycée privé catholique du XVI^e arrondissement de Paris. Les garçons se fichent du consentement des filles. Leur comportement est calqué sur celui des acteurs de films X. »

FAIRE DU SEXE UNE MONNAIE D'ÉCHANGE

Cette banalisation du sexe est également véhiculée par des vedettes de télé-réalité populaires auprès des adolescents. Le 23 décembre 2018, Maeva Martinez, une candidate de l'émission *Secret Story*, a confirmé au « youtubeur » Sam Zirah l'existence d'un réseau de prostitution au sein des émissions. Trois jours plus tard, Evy Melaa, une autre star du milieu (*les Anges 9* sur NRJ12), confessait au même youtubeur avoir reçu des propositions de tournage porno. Ces révélations ne sont pas étonnantes au regard du comportement ambigu dans ce milieu. Par exemple, sur son compte Instagram, la célèbre Kim Kardashian se met quotidiennement en scène dans des clichés érotiques pour

promouvoir sa marque de parfum. « Pour moi, la pute représente la liberté », déclarait dans le magazine *Antidote* en novembre 2017 Zahia Dehar, connue pour avoir été *escort girl* de joueurs de football en 2008, alors qu'elle était mineure. Des propos dévastateurs tant ils affirment l'idée qu'aujourd'hui, en France, on peut accéder à la célébrité en faisant du sexe une monnaie d'échange. « C'est l'idée que l'on peut remplacer le plaisir de l'être par celui de l'avoir », analyse Gisèle George, une pédopsychiatre du VIII^e arrondissement de Paris. Dans son cabinet, la professionnelle reçoit de nombreuses filles harcelées par des garçons de leur classe : « Ils n'hésitent pas à leur proposer des cadeaux ou des billets de plusieurs dizaines d'euros pour les faire craquer. »

Ainsi, dans les lycées, il n'est pas rare d'assister à de sordides transactions : « Tu me fais une fellation et je te fais entrer dans ma soirée de rallye », propose un garçon à une fille, tous deux dans le lycée huppé d'Edwige. L'adolescente, mal dans sa peau et en quête

Une jeune fille qui propose ses « tarifs » voit une grappe de jeunes se constituer autour d'elle. Des adolescents qui, sans en avoir conscience, prennent le rôle de proxénètes.

de reconnaissance, s'exécute. Elle finit par se confier à une enseignante en qui elle a confiance. Le garçon n'est renvoyé que trois jours. « La directrice était amie avec ses parents », s'exaspère Edwige. « Beaucoup d'établissements préfèrent étouffer ce genre d'affaires, par peur qu'elles ne soient ébruitées », s'énerve Xavier, l'intervenant dans les lycées. Pourtant, ce type de comportements est dévastateur. Chez une jeune fille, il engendre le dégoût. « Elles vivent des actes sexuels sans véritable consentement. Certaines en viennent à tarifier elles-mêmes leurs « prestations » pour assumer face aux garçons », analyse Gisèle George. « Les gars, vous vous plaignez qu'une fille soit une pute et une salope, qu'elle ne se respecte pas, mais c'est à force de croiser des connards comme vous qui la manipulent qu'elle le devient », écrivait Maud à des amis en 2017.

L'étape d'après ces « jeux d'adolescents », c'est la mise en place du réseau de prostitution entre mineurs. Bien sûr, dans les lycées, personne n'utilisera ce mot. Les adolescents parleront plutôt d'« *escort girl* » ou bien de « *michtonage* ». Ainsi, généralement, une jeune fille qui propose ses « tarifs » voit une grappe de jeunes se constituer autour d'elle. Ce sont des adolescents qui, sans en avoir conscience, prennent le rôle de proxénètes. Ils amènent leurs amis, les « clients ». Des mineurs, mais pas toujours. Dans le lot, il peut y avoir des adultes de 19 ou 20 ans. Dans

ce jeu de rôle, « les gamines veulent assumer. Elles disent qu'elles sont consentantes ! », déplore Armelle Le Bigot-Macaux. L'argument féministe du « droit à disposer de son corps » est détourné pour justifier l'acte dégradant. Pourtant, derrière le slogan, la réalité est plus complexe : « Les filles qui échangent des rapports sexuels contre des cadeaux veulent avant tout une reconnaissance. Comme elles ne l'acquièrent pas à travers leurs relations amoureuses ou d'amitié, elles pensent l'obtenir en recevant un Smartphone à 1500 €, des baskets Balenciaga ou des Louboutin contre un acte sexuel », analyse Claude Giordanella, une sexologue spécialisée dans la prostitution des mineurs. Encore une fois, les jeunes filles qu'elle reçoit proviennent de tous les quartiers.

LE RÔLE MAJEUR DES RÉSEAUX SOCIAUX

De la prostitution entre adolescents au réseau organisé avec annonces publiées sur Internet, il n'y a qu'un pas, que quelques jeunes filles franchissent : « Dans 90 % des cas, l'adolescente qui se prostitue régulièrement sur Internet est très fragile psychologiquement », observe Claude Giordanella. Toujours, le basculement s'opère dans le cadre d'une relation d'emprise. C'est un harcèlement de la part d'une bande



d'amis, mais, le plus souvent, une relation qui évolue mal. Dans le déclenchement de telles pratiques, les réseaux sociaux jouent un rôle majeur. Des amitiés virtuelles se nouent avec des inconnus sur Snapchat – pas sur Facebook, considéré comme un réseau « pour les vieux » –, mais aussi sur des réseaux sociaux comme Amino, une application destinée aux adolescents. C'est ainsi que Marine, une lycéenne d'un établissement privé du VII^e arrondissement, rencontre sur Internet un photographe. Il dit la trouver jolie et lui propose de réaliser des clichés de mode gratuits. Une fois dans le studio, il lui demande de se dénuder. Marine s'exécute. Plus tard, ces photos sont publiées sur un site d'*escort girls*. Prise au jeu, Marine rencontre deux clients par l'intermédiaire de ce site, jusqu'à ce que ses parents s'en rendent compte.

« Sur les réseaux sociaux pour adolescents, des proxénètes, de jeunes lover boys de 18 ou 19 ans, repèrent les jeunes filles en carence affective. Ils les draguent et leur proposent ensuite de les héberger chez eux. Une fois ce système d'emprise mis en place, les adolescentes basculent dans la prostitution », explique Xavier. Ces *lover boys* portent aussi, pour certains, la casquette de dealer. C'est ce qui est arrivé à Maud. Avec son copain virtuel, rencontré sur



Snapchat, elle part dans de grandes discussions jusqu'à ce qu'il lui demande « d'aider des amis de passage à Lille ». Au nom de cette amitié, Maud est prête à tout. Même à sillonner sa ville avec des boîtes à chaussures remplies de cannabis. Et ce, sans contrepartie financière. Quelques semaines plus tard, la jeune fille est invitée au domicile du dealer. Le piège se referme sur elle. Maud bascule dans la prostitution, puis troque le cannabis contre la cocaïne.

UNE PLONGÉE DANS L'ENFER

Christophe et Caroline n'ont pas tout de suite la puce à l'oreille. Le soir, Maud dit souvent qu'elle va « dormir chez une copine ». La journée, elle déclare « aller à la piscine » ou « à la bibliothèque ». Mais, ces derniers mois, elle pianotait plus souvent que d'habitude sur son téléphone. Dans sa penderie, il y avait plus d'habits qu'avant. Une fois, de la lingerie a disparu dans les affaires de sa mère. En parallèle, la communication avec l'adolescente est devenue de plus en plus ardue. Pris d'un doute, un soir, Caroline et Christophe empruntent le téléphone de leur fille. Ils lisent ses SMS et découvrent que les « soirées chez une copine » sont en réalité des nuits de rendez-vous sexuels tarifés. Sur les annonces publiées sur le Web

est indiqué le prix de la séance : 2500 €. Sur les photos, le couple reconnaît sa fille et la lingerie de Caroline. Ainsi, à son trafic de cannabis, Maud a greffé une activité sexuelle. Un business qui s'organise sur les plateformes collaboratives, Airbnb en guise d'hôtel. Les réseaux sociaux comme moyen de communication avec les proxénètes. Les sites de petites annonces pour vitrine. Blablacar comme moyen de locomotion.

Après ses révélations, Maud reconnaît avoir menti à ses parents. Elle raconte en pleurant comment, une fois, un client l'a séquestrée pour la violenter. Mais si elle affirme « vouloir changer de vie », Maud repart aussitôt, comme si elle avait subi un lavage de cerveau. C'est la nuit, elle saute par la fenêtre de sa chambre, située au rez-de-chaussée, pour rejoindre le domicile de son dealer. Dès le lendemain, ses parents font une déclaration de fugue au commissariat, mais c'est un vendredi et la police dit ne « pas pouvoir intervenir le week-end ». Alors, Christophe et Caroline décident de surveiller leur fille eux-mêmes. Ils gardent les yeux rivés sur l'application de géolocalisation de son Smartphone : « En deux clics, nous avons vu qu'elle était dans la ville de son dealer, entre deux barres d'immeubles, raconte Christophe. Durant ce week-end, la nuit, toutes les 20 minutes, nous nous levions pour

ouvrir l'application et nous assurer que Maud était toujours en vie. » Au moindre mouvement du point bleu, Christophe est prêt à sauter dans sa voiture, à rouler des kilomètres pour se garer face à l'immeuble où loge sa fille. Il aimerait la rejoindre sans passer par la police, mais l'endroit est dangereux et Christophe « a la responsabilité de deux autres enfants ». Deux nuits plus tard, la police intervient. Maud est mise en sécurité, jusqu'à sa prochaine fugue...

Pour les parents, la prostitution d'un enfant est une plongée dans l'enfer. « Votre fille est une pute, on ne peut rien faire pour vous », s'entendent dire des parents d'un quartier chic en allant faire une déclaration à la police. « Nous allons lui mettre un implant contraceptif. Pour le reste, elle a 15 ans, elle fait ce qu'elle veut de son corps », explique à Christophe un médecin du planning familial. « Vous n'êtes pas des alcooliques, vous avez de l'argent, on ne comprend pas votre affaire », lui lance un membre des services sociaux. « Face au phénomène, de nombreux membres des institutions judiciaires et sociales sont dans le déni. Lorsqu'ils sont confrontés à une affaire, ils rejettent souvent la responsabilité sur les parents. Or le problème est bien plus complexe », explique Mustapha Laabid, député de La République en marche. Le parlementaire de la première circonscription d'Ille-et-Vilaine vient de déposer une proposition de loi pour lutter contre la prostitution des mineurs. Dans le café où nous le rencontrons, ce père de jeunes enfants confie d'abord se sentir démuni face à la complexité du phénomène : « La prostitution aujourd'hui ne ressemble en rien à celle d'hier. Ce n'est plus seulement un réseau de proxénètes qui exploite des filles. En quelques clics, des mineures prostituées deviennent proxénètes, et inversement. Tout cela se déroule dans un contexte de banalisation totale de la sexualité », s'alarme-t-il.

LA SOLUTION DANS L'ÉDUCATION

Le député veut la suppression de l'accès des mineurs à la pornographie. Mais, dans les faits, il sait qu'une telle mesure est complexe. Elle passe par une régulation des hébergeurs de sites pornographiques. Or comment les encadrer quand ces derniers dépassent les frontières ? En plus de ce volet, le parlementaire mise sur la formation des professionnels de la petite enfance et le renforcement des effectifs des brigades de protection des mineurs. Une proposition doublée d'une actualisation et d'une inscription de la définition de la prostitution dans le Code pénal. Jusqu'ici, la prostitution n'est définie que par une jurisprudence. Elle n'est désignée qu'à travers l'exploitation d'un adolescent par un proxénète. Or, un mineur peut se prostituer seul à l'aide d'Internet. Et s'il n'a pas de proxénète identifié, il est très probable qu'il soit sous une autre emprise pour agir de la sorte. En attendant que des solutions politiques concrètes

émergent, comment protéger les adolescents ? « Par l'éducation à la sexualité », répondent de concert toutes les personnes interrogées. « Avec la lutte contre le sida, on a parfois réduit cet enseignement aux risques associés à la sexualité », reconnaît Florence Lina-Imbert, une enseignante et militante du Groupe F, mouvement fondé par Caroline de Haas et qui lutte contre les violences faites aux femmes. « L'éducation des enfants doit être élargie à celle de la sexualité, trop souvent associée à la notion de performance. Il faut éduquer au plaisir qui ne se monnaye pas – une promenade, un moment passé ensemble –, mais aussi à refuser les codes imposés par les médias lorsque ces

« La prostitution aujourd'hui ne ressemble en rien à celle d'hier. Tout cela se déroule dans un contexte de banalisation totale de la sexualité. » MUSTAPHA LAABID

derniers ne correspondent pas à ce qui est bon pour soi », explique Claude Giordanella. « Les parents doivent parler tôt et souvent avec l'enfant. Quand il est adolescent par exemple, lui demander s'il a un jour entendu le mot "escort girl" à l'école », ajoute Armelle Le Bigot-Macaux.

À l'école, justement, le phénomène de la prostitution des mineurs pousse le gouvernement à rendre obligatoires les trois séances annuelles d'éducation sexuelle prévues dans la loi de 2001. À la rentrée 2018, Jean-Michel Blanquer avait remis le sujet sur la table : « Nous devons parler du respect garçon-fille. On doit dire dès les premières années de la vie qu'il faut respecter son corps et celui de l'autre. C'est très lié aux enjeux d'éducation civique et morale », avait-il notamment déclaré sur RMC le 10 septembre. En novembre, Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, a demandé à Mustapha Laabid d'intégrer dans sa proposition de loi l'obligation de ces trois séances, dont l'objectif serait avant tout axé sur la notion de respect. La proposition de loi sur la prostitution des mineurs devrait être soumise à l'Assemblée au printemps prochain. Une première réflexion politique, enfin, sur un sujet brûlant. ♡